



Zurich 7 November 2022

Communiqué aux médias

Recommandations consensuelles pour une politique alimentaire durable

Prise de position de Frank Eyhorn, directeur de Biovision, sur les recommandations de l'Assemblée des citoyens suisses en matière de politique alimentaire

Pour les un-es, les recommandations de l'assemblée citoyenne ne vont pas assez loin, pour les autres, elles sont trop radicales. Pour autant, la majorité des membres s'est prononcé en leur faveur. Ces mesures sont donc à même de réunir une majorité derrière elles.

Que se passe-t-il lorsque la population suisse élabore des recommandations à l'intention des responsables politiques ? Quelque 80 personnes choisies au hasard par un institut spécialisé dans les enquêtes de marché se sont penchées cinq mois durant sur les défis complexes de notre système alimentaire, du champ à l'assiette et au-delà. Des expert-es des principaux instituts de recherche du pays et l'ensemble des groupes d'intérêt, de la production agricole à la transformation et au commerce en passant par les organisations environnementales et les associations de consommateur-trices, ont contribué à parts égales à informer les membres de l'Assemblée Citoyenne pour la Politique Alimentaire sur les enjeux du système. Le processus a été animé par une partie indépendante (Collaboratio Helvecia) et accompagné scientifiquement par l'École polytechnique fédérale de Zurich.

Le résultat impressionne et surprend. Alors que le débat sur l'avenir de l'agriculture en Suisse est notoirement polarisé et fait parfois la part belle à la polémique, les discussions ont cette fois été marquées par la volonté de prendre en considération différentes perspectives et de développer ensemble des solutions viables. Car une chose a fait l'unanimité : il est urgent de repenser la manière dont nous produisons et consommons nos aliments. Aujourd'hui, notre alimentation contribue dans une large mesure à la disparition des espèces, au changement climatique, à la pollution des eaux et à de nombreux problèmes de santé publique, dont les coûts pour la société sont considérables. De plus, comme nous importons près de la moitié de nos denrées alimentaires et du fourrage pour animaux, notre mode d'alimentation est source de pauvreté et de dégradation de l'environnement dans les pays d'origine.

Des recommandations consensuelles

Les propositions validées par l'assemblée ne reflètent pas les clivages habituels de type ville-campagne et gauche-droite. Une politique alimentaire à même de faire consensus ne doit pas imposer des objectifs environnementaux qui soient pénalisants pour les paysan-nes. Les recommandations de l'assemblée citoyennes sont donc nuancées et actionnent des leviers à différents niveaux : par exemple l'information des consommateurs et consommatrices, des changements dans la politique des prix du commerce de détail, le renforcement de la promotion de l'agriculture durable ainsi que la promotion de la recherche et de la formation dans le domaine de l'alimentation. Il s'agit d'utiliser davantage de terres arables pour l'alimentation humaine plutôt qu'animale, d'augmenter le degré d'autosuffisance de la Suisse et de réduire les charges bureaucratiques.

Pour les un-es, les recommandations de l'assemblée citoyenne ne vont pas assez loin, pour les autres, elles sont trop radicales. Pour autant, la majorité des membres s'est prononcé en leur faveur. Ces mesures sont donc à même de réunir une majorité derrière elles.

La balle est maintenant dans le camp politique. Dans sa stratégie présentée cet été sur l'orientation future de la politique agricole, le Conseil fédéral reconnaît l'urgence d'agir, mais remet les réformes aux calendes grecques en visant l'horizon 2050. Cela ne rend pas justice à la gravité de la situation. Reste à espérer que le Parlement s'inspirera du courage dont a témoigné l'assemblée citoyenne et qu'il adoptera un plan d'action global. Car les guerres de tranchées ne mènent nulle part, et continuer comme avant n'est pas une option.

Contact:

Frank Eyhorn
Directeur Exécutif Biovision
Tél 044 512 58 01
Mobile 076 483 60 70

Biovision – Fondation pour un développement écologique

Depuis 1998, la Fondation Biovision s'attache à réduire la faim et la pauvreté et travaille à la diffusion et à la mise en œuvre de méthodes écologiques permettant d'améliorer durablement les conditions de vie et les revenus agricoles en Afrique tout en préservant l'environnement. En Suisse, Biovision s'engage en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Dans une optique scientifique orientée vers les solutions, elle contribue à créer des conditions politiques favorables à l'évolution vers un système alimentaire durable dans le sens de l'Agenda 2030. Biovision dispose de nombreuses années d'expérience dans le dialogue politique, d'un large éventail d'instruments éprouvés pour promouvoir des échanges axés sur les solutions entre différent-es acteur-trices du système alimentaire, ainsi que d'une expertise dans le domaine de l'agriculture biologique et dans l'élaboration de pistes de solutions globales pour un système alimentaire durable.

